

Arrêté n° 958/2025/DREAL/UD88 du 22 JCT. 2025
mettant en demeure la société SA Doridant implantée 35 chemin du Potier à Gérardmer
(88400), de procéder à la mise à l'arrêt et de régulariser ses activités

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 511-1 et L.512-19 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 536/2006 du 21 février 2006 autorisant la société SA Doridant à exploiter ses installations de blanchiment ;
- Vu le courrier de la SA Doridant du 8 avril 2019 ;
- Vu les rapports de l'inspection des installations classées en date des 15 octobre 2019, 13 janvier 2020, 30 juin 2021 et 15 juillet 2025 ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 04 août 2025 ;
- Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 23 juillet 2025 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 septembre 2025 ;
- Considérant que la société SA Doridant n'a pas émise d'observation à l'égard du projet d'arrêté qui lui a été transmis le 19 septembre 2025 ;
- Considérant que par le courrier susvisé, la société SA Doridant précise « nous avons dû transférer le peu d'activité qu'il nous restait sur la société Blanchiment de Xonrupt Il » ;
- Considérant qu'à l'occasion de la visite qui fait l'objet du rapport du 19 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté l'arrêt des activités relevant des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 2330 (teinture, apprêt, enduction, blanchiment), 2910 (installation de combustion) et 4441 (liquide comburant en remplacement de la rubrique 1200) ;
- Considérant que cet arrêt est constaté de manière constante depuis 2019 ;
- Considérant les dispositions de l'article L.512-19 du code de l'environnement qui précisent que « Lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif. Il peut appliquer cette procédure à une partie d'installation située sur un terrain qu'il détermine et qui n'a pas été exploitée durant trois années consécutives. » ;

Arrête

Article 1^{er} – La société SA Doridant est mise en demeure de mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité telle que définie aux articles R. 512-75-1 et R. 512-39 du code de l'environnement.

Cette procédure portera sur les activités du site qui relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2330 (teinture, apprêt, enduction, blanchiment) ;
- 2910 (installation de combustion) ;
- 4441 (liquide comburant en remplacement de la rubrique 1200).

Pour ce faire, l'exploitant transmettra :

- à échéance de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, une attestation de mise en sécurité établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalents en matière de prestation de services dans ce domaine ;
- à échéance de **neuf mois** à compter de la notification du présent arrêté, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 du code de l'environnement. Le mémoire de réhabilitation sera accompagné, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site en tenant compte des usages futurs. Cette attestation sera établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine ;
- à échéance de **dix huit mois** à compter de la notification du présent arrêté, une attestation établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Cette attestation portera sur la conformité des travaux aux objectifs définis dans le mémoire de réhabilitation.

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SA Doridant, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gérardmer et au sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le

22 OCT. 2025

La préfète,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

A. ne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.